



MOPSS

Mobilité Pastorale transfrontalière
apaisée et Stabilité sociale au Sahel

DocuSigned by:

Marcel Da

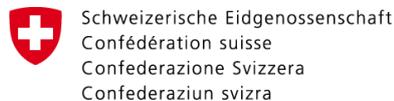
4E22DDF5AC8C4CE...

03 August 2023

TERME DE REFERENCE

RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT D'ANALYSE DES CHAINES DE VALEURS DES FILIERES BETAIL/VIANDE ET LAIT, DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DE DEMARRAGE DU MOPSS-2

Project Task ID :



I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE

Le consortium composé de SNV Organisation Néerlandaise de Développement (SNV) en sa qualité de chef de file, du Réseau Billital Maroobé (RBM), de l'Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane (APESS), du Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), de Hub Rural et de CARE Danemark est chargé de l'implémentation du programme « Mobilité Pastorale transfrontalière apaisée et Stabilité sociale au Sahel » (MOPSS) financé par L'Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement (Asdi), DANIDA et la coopération Suisse (DDC)..

La mise en œuvre du programme a connu une première phase de trois (3) ans qui a couvert la période décembre 2019 à mars 2023. Une deuxième phase, allant d'avril 2023 à mars 2026. Une deuxième phase, allant de 2023 à 2026, ambitionne de renforcer et de poursuivre les acquis du MOPSS-1 en apportant des réponses adaptées à la détérioration du contexte de crise multidimensionnelle (politique, sécuritaire, humanitaire) et aux nouveaux défis qui prévalent dans les zones de mise en œuvre du programme (Liptako-Gourma, Kéné Dougou ou SKBo, BBTG). Dans ces zones, les exploitations familiales d'agropasteur.es et de pasteur.es vulnérables, les déplacé.es, les femmes et les jeunes font face à de fortes contraintes d'accès aux ressources naturelles et foncières, de résilience de leurs moyens d'existence et de représentativité/influence de leurs organisations.

Ces zones transfrontalières sont partagées par sept (7) pays dans lesquels MOPSS-2 interviendra : le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Togo, la Côte d'Ivoire et le Ghana (les deux derniers ont été intégrés dans la seconde phase). L'accompagnement des pasteurs et agropasteurs dans leur capacité de résilience aux chocs climatiques et sécuritaires, à travers une contribution politique et économique forte au secteur de l'élevage et du pastoralisme tout en tenant compte des préoccupations de l'ensemble des parties prenantes, reste hautement pertinent pour la sécurité humaine et la stabilisation/pacification des relations sociales dans les 3 espaces transfrontaliers (Liptako-Gourma, Kéné Dougou, BBTG).

Pour ce faire, le consortium s'appuiera sur sa connaissance du contexte et les leçons apprises du MOPSS-1, ainsi que sur les nombreux résultats obtenus en termes de contribution à la stabilité sociale/sensibilité aux conflits, de gouvernance et transparence, d'engagement dans les zones fragiles/précaires, de soutien aux ménages vulnérables et à l'inclusion sociale et d'investissement dans les infrastructures pastorales.

L'impact visé par le MOPSS-2 est de « *Contribuer à la cohésion sociale des communautés dans les zones de transhumance transfrontalière au Sahel et dans le Golfe de Guinée à travers une résilience accrue aux chocs climatiques et sécuritaires, une mobilité du bétail apaisée, et une économie locale inclusive et intégrée* ». La Théorie du Changement (TdC) développée par le consortium, en vue d'atteindre cet impact à moyen et long terme, repose sur quatre trajectoires de changement :

1. Gouvernance concertée des ressources et du foncier pastoral ;
2. Protection, maintien et développement des moyens d'existence ;
3. Influence politique et inclusivité de la base sociale des Organisations de Producteurs Régionales (OPR) ;
4. Triple nexus Humanitaire-Développement-Paix (HDP) en faveur des agropasteur.es et des pasteur.es, des déplacé.es et des hôtes.

La stratégie de mise en œuvre du MOPSS-2 reposera sur des approches transversales qui ont déjà été déployées pour le MOPSS-1, soit la gestion des projets sensible aux conflits, l'égalité de genre et l'inclusion sociale, l'approche basée sur les droits humains, les opportunités d'emploi pour les jeunes et l'adaptation au changement climatique. L'approche Nexus HDP et le plaidoyer régional complèteront ce panel d'approches. Les mécanismes de gestion adaptative, de gestion des connaissances, de suivi-évaluation et de gestion de la sécurité qui ont fait leurs preuves lors de la phase 1 seront renforcés.

La mise en œuvre du MOPSS-2 a intégré une phase de démarrage (avril-août 2023), nécessaire pour discuter et valider avec l'Asdi la démarche d'intervention, qui prend en compte des études de référence dont l'analyse des chaînes de valeurs et des systèmes alimentaires.

II- MANDAT DU PRESTATAIRE

L'objectif global de la mission est de réaliser, suivant une approche inclusive et participative des membres du consortium et des partenaires de mise en œuvre du MOPSS dont les potentiels bénéficiaires et leurs organisations locales, une étude genre et conflit-sensible des chaînes de valeurs des produits des filières agropastorales dans la zone de couverture de MOPSS-2. Cette étude devrait permettre d'identifier des marchés porteurs, des opportunités économiques, des activités à valeur ajoutée et des acteurs du secteur privé agroalimentaire mobilisable, en vue d'améliorer l'emploi et l'inclusion des groupes cibles (surtout les femmes et les jeunes) dans les systèmes alimentaires et nutritionnels des zones transfrontalières ciblées.

De façon spécifique, il s'agira pour chaque filière, d'analyser les chaînes de valeurs (intrants, production, collecte, transformation, commercialisation, marchés et distribution) des principaux produits :

- conduire, à l'échelle régionale, des ateliers de cadrage et de validation de l'étude avec l'ensemble des principaux.les acteurs et actrices ;
- réaliser l'analyse fonctionnelle à savoir :
 - o la cartographie : produit ou service final, étapes et processus pour atteindre le produit ou service final, inventaire des acteurs du marché, inventaire des services et acteurs d'appui (financement, marketing, appui technique, assurance, contrôle qualité, accréditation, technologie, ...), environnement au niveau macroscopique (cadre institutionnel, légal, politique, ...) ;
 - o la quantification physique et financière : nombre d'opérateurs, nombre d'emplois et d'employés, quantités physiques échangées et les prix payés à chaque maillon de la chaîne, les volumes et chiffres d'affaires à chaque étape de la chaîne, la part du marché de la CdV (% de la valeur des ventes sur la marché global) ;
- réaliser l'analyse économique de la chaîne de valeurs : calcul des valeurs ajoutées d'étapes et globales, coûts de production et de commercialisation, structure du coût le long des étapes de la CdV, performance des opérateurs (capacité productive, productivité et rentabilité) ;
- analyser la gouvernance ou la structure institutionnelle des chaînes de valeurs en intégrant l'analyser les différences de pouvoir (positions), l'accès et le contrôle des ressources, les sources et objets de conflits entre les acteurs·trices et les mécanismes en place pour les prévenir et les gérer ;
- analyser les contraintes et opportunités des acteur.trices ;
- proposer des stratégies de mise à niveau (ou de développement) des chaînes de valeurs : mise à niveau et promotion de la chaîne de valeur ajoutée en mettant en relief les actions pour lever les contraintes liées au genre et les opportunités de changement en faveur des actrices des chaînes de valeurs ;
- proposer des mécanismes adaptés de financement inclusif des chaînes de valeurs ;
- faire une analyse de marché et mettre en relief les opportunités d'insertion socioprofessionnelles des jeunes hommes et femmes/filles à travers l'entrepreneuriat et les emplois dans les chaînes de valeurs ciblées.

III-METHODOLOGIE DE L'ETUDE

Pour des besoins d'adaptation/fiabilité et d'appropriation, l'étude d'analyse des chaînes de valeurs des filières ciblées doit être conduite suivant une démarche implicite et inclusive des membres du consortium et des partenaires de mise en œuvre du projet à toutes les échelles (pays, Région, district, commune, village), de sorte à garantir la participation et la contribution effective de tous ces acteurs et parties prenantes. L'étude doit, à toutes les étapes du processus, impliquer les partenaires nationaux et locaux du projet structures techniques étatiques déconcentrées, collectivités territoriales, ONG, parapubliques et privées, les associations interprofessionnelles, ...

La méthodologie, les outils, les investigations de terrain et la collecte des données, les analyses et les livrables doivent s'inscrire dans les approches de sensibilité au genre et aux conflits dans le contexte de l'agropastoralisme et de la transhumance. L'approche genre doit intégrer les besoins et les spécificités des jeunes hommes et femmes/filles de 18 à 35 ans dans le contexte de l'agropastoralisme. En plus, l'étude doit intégrer l'approche de zone de transhumance transfrontalière pour prendre en compte les flux et connections des biens et services avec les régions frontalières des pays voisins dans les contextes respectifs du SKBo et du BBTG.

Le/la prestataire veillera au respect de l'approche « zone de transhumance transfrontalière » et à l'adaptation au contexte sécuritaire.

IV- ZONE DE COUVERTURE DE LA MISSION

La mission porte sur des communes couvertes par le MOPSS, dans les zones de transhumance transfrontalière du SKBo et du BBTG et Liptako-Gourma, notamment en Côte d'Ivoire et au Ghana. Le tableau ci-dessous présente les zones de transhumance transfrontalières d'intervention du MOPSS qui couvrent les pays ciblés par la présente étude.

ZTHT	Pays	Région	Sites d'intervention
SKBo	Burkina Faso	Hauts-Bassins	6 communes : Kayan, Kourouma, Koloko, Samorogouan, Djigouèra, Samogohiri
		Cascades	3 communes : Ouéléni, Sindou, Loumana
	Mali	Sikasso	2 communes : Danderesso, Loulouni
		Koutiala	2 communes : Koury, Mahou
Côte d'Ivoire	Tchologo	4 départements : Ouangolodougou, Ferkessadouougou, Korhogo, Sinématiali	
BBTG	Benin	Alibori	4 communes : Banikoara, Ségbana, Gogounou, Malanville
		Atacora	3 communes : Tanguiéta, Kérou
	Togo	Savanes	4 communes : Tône 4, Kpendjal 1, Kpendjal-Ouest, Oti 1, Oti Sud 1
	Ghana	Upper East	3 districts : Builsa South, Builsa North et Kasena Nankana West
TOTAL	2	2	7

ZTHT : Zone Transhumance Transfrontalière

V- PROFIL DU CABINET OU BUREAU D'ETUDE

Pour la présente étude, il est recherché un cabinet ou bureau d'étude ayant une expérience de travail avec les acteurs de l'écosystème des chaînes de valeurs agro-pastorales dans la zone de couverture de la mission, répondant aux exigences ci-dessous en lien avec l'analyse des chaînes de valeurs et l'analyse de marché, de préférence dans les filières lait et bétail/viande :

➤ **disposer d'un/e consultant/e principal/e répondant aux exigences suivantes:**

- titulaire d'un diplôme d'au moins Bac + 5 dans les domaines suivants : économie, socio-économie, développement rural, gestion de projet ou tout autre domaine jugé pertinent ;
- justifier d'au moins cinq (5) expériences pertinentes dans l'analyse des chaînes de valeurs et des marchés ;
- justifier d'une expérience pertinente de collaboration avec les acteurs des chaînes de valeurs dans les 2 pays ;

➤ **disposer d'un pool de deux (2) consultant.es nationaux.ales**, à raison d'un/e consultant/e par pays, justifiant chacun/e d'au moins trois (03) expériences pertinentes dans l'analyse des chaînes de valeurs et des marchés en milieu agro-pastoral et titulaires de diplômes d'au moins Bac + 4 dans les domaines suivants : économie, socio-économie, développement rural, ou tout autre domaine jugé pertinent ;

➤ **Les consultant/es principal/e et associé/es doivent par ailleurs :**

- faire preuve d'au moins deux (2) expériences d'études ayant intégré l'approche transversale de l'égalité de genre et inclusion sociale ;
- crédités d'expériences dans la conduite d'études ayant intégré l'approche de sensibilité aux conflits (ce critère constitue un atout) ;
- être capable de travailler de façon adaptative dans un contexte fragile ou à risque sécuritaire.
- être bilingue (anglais et français) pour le/la consultant/e national/e du Ghana.

VI- Principaux livrables attendus

Les principaux livrables attendus de la mission, sont les suivants :

➤ **pour chacune des 2 régions couvertes par la mission :**

- un rapport de cadrage (avec les acteurs) et des investigations de terrain (preuves des activités du processus inclusif et participatif de diagnostic et de collecte des données) ;
- un rapport par filière ciblée d'analyse des chaînes de valeurs, assortie d'une stratégie et d'un plan développement d'une part ; et d'autre part d'un mécanisme adapté de financement ;
- un rapport par filière ciblée d'analyse de marché mettant en relief les contraintes, les opportunités et les besoins d'insertion socioprofessionnelles des jeunes hommes et femmes/filles à travers les emplois et l'entrepreneuriat dans la chaîne de valeur ;
- un rapport de validation à l'échelle régionale des résultats de l'étude ;

➤ **Pour l'ensemble de la zone de couverture de la mission, un rapport global consolidé des résultats de l'étude**, couvrant toutes les zones de transhumance transfrontalière et assortie de recommandations à l'adresse du projet et des autorités politiques nationales et régionales.

CONDITIONS DE PARTICIPATION

La participation à cet appel d'offre est ouverte à tout prestataire, cabinet ou bureau d'étude légalement établi dans l'un des pays de couverture du MOPSS 2 que sont le Burkina Faso, le Mali, Niger, le Bénin, le Togo, la Côte d'Ivoire et le Ghana.

VII- MODALITES D'EXECUTION

Le cabinet ou bureau d'étude retenu travaillera sous la responsabilité technique du Conseiller en Développement Economique Rural du Programme MOPSS. Il sera le point focal du comité de suivi de la mission composé des Points Focaux des membres du consortium et des experts thématiques MOPSS.

Ce comité a pour mission le suivi et la validation des résultats de l'étude :

- tenir une rencontre de cadrage avec le cabinet ou bureau d'étude prestataire ;
- examiner et valider la méthodologie et les outils de l'étude ;
- faciliter l'introduction du consultant auprès des acteurs ;
- suivre et accompagner le prestataire dans les investigations de terrain ;
- examiner et valider les livrables : rapport de démarrage, rapport provisoire, rapport final.

VIII- DUREE DE LA PRESTATION

Le Bureau/cabinet d'étude dispose d'une durée de deux (02) mois de mission. A cet effet, le bureau/cabinet doit présenter un calendrier d'exécution tenant compte des termes de son offre technique.

IX- MODALITES DE SOUMISSION

Les cabinets ou bureaux d'études qualifiés et intéressés par le présent avis de recrutement sont invités à soumettre leur offre.

➤ Documents constitutifs du dossier de sélection

Les cabinets ou bureaux d'étude devront soumettre, par mail, en deux fichiers séparés (en version PDF), une proposition technique et une proposition financière avec pour mention en objet du mail :

Offre technique et financière pour le « RECRUTEMENT D'UN PRESTATAIRE D'ANALYSE DES CHAINES DE VALEURS DES FILIERES BETAIL/VIANDE ET LAIT ».

Le non-respect de cette prescription entraîne systématiquement le rejet de l'offre concernée.

➤ Présentation de l'offre technique

L'offre technique comprendra obligatoirement :

- une lettre de manifestation d'intérêt et de disponibilité signée par le représentant légal du cabinet ou du bureau d'étude ;
 - Les justificatifs légaux d'existence du cabinet ou du bureau d'étude : registre de commerce, copie légalisée de l'Identification Fiscale Unique, copie de l'attestation fiscale en cours de validité, copie de l'attestation CNSS en cours de validité, le Relevé d'Identité Bancaire du cabinet ou du bureau d'étude ;
 - la compréhension de la mission (analyse et suggestion sur les TdR) ;
 - la méthodologie proposée : étapes du processus ; démarche proposée ; planning détaillé d'exécution de la mission, tenant compte des délais fixés pour les livrables ;
 - les références techniques du soumissionnaire : références globales du cabinet ou du bureau d'étude sur les travaux antérieurs exécutés ; CV actualisés et détaillés des Experts ; références des missions similaires des Experts illustrées par des copies légalisées des attestations de bonne fin d'exécution et/ou attestation de travail.
- **Evaluation de l'offre technique**

Récapitulatif des formulaires d'évaluation des Propositions techniques		Note à attribuer	Cabinet ou bureau d'études					
			A	B	C	D	E	F
1	Compréhension de la mission	5 points (Maxi)						
2	Méthodologie (Démarche + planning)	25 points (Maxi)						
3	Diplômes (copies)	6 points (Maxi)						
3.1	Consultant principal (BAC+ 5)	2 pts						
3.2	Consultants associés (BAC+ 4) ; 2 pts par consultant	4 pts						
4	Expériences du Consultant principal dans l'analyse des chaînes de valeurs et des marchés (2.5 pts par preuve) <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Attestation de bonne fin d'exécution</i> ○ <i>Attestation de travail pour des missions similaires</i> 	10 points (Maxi)						

5	Expérience pertinente du consultant principal en lien avec la mission dans au moins quatre pays : <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Attestation de bonne fin d'exécution</i> ○ <i>Attestation de travail pour des missions similaires</i> 	4 points (Maxi)						
6	Expériences des 2 consultants associés dans le domaine de la mission, 3 preuves par consultants (3 pts par preuve/ consultants) <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Attestation de bonne fin d'exécution</i> ○ <i>Attestation de travail pour des missions similaires</i> 	18 points						
7	Expériences d'études ayant intégré l'approche transversale du genre (1 points par preuve) <ul style="list-style-type: none"> - Consultant/e principal/e (2 preuves) - 02 consultant/es associé/es (2 preuves par consultant) ○ <i>Attestation de bonne fin d'exécution</i> ○ <i>Attestation de travail pour des missions similaires</i> 	06 points (Maxi)						
8	Expérience générale du cabinet ou du bureau d'étude dans le domaine de la mission (2 points par preuve) <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Attestation de bonne fin d'exécution ou toute pièce entenant lieu</i> 	06 points (Maxi)						
9	Preuve caractère bilingue (anglais et français) : critère légal pour le consultant national du Ghana	PM						
Total		80 points						

➤ **Présentation de l'offre financière :**

L'offre financière en F CFA tiendra compte de tous les coûts de la prestation en HT et TTC (si applicable) en faisant ressortir les détails quantitatifs, les prix unitaires (honoraires, transport, communication etc.), la validité des couts, le mode de paiement **sachant que nous ne payons que par virement bancaire** et les modalités de paiement souhaitées

Désignation	Nombre de jours	Prix unitaire en F CFA	Montant en F CFA
Honoraires			
Frais accessoires (transport, communication etc...)			

L'offre financière sera évaluée en fonction de la **conformité entre la méthodologie de l'étude et les ressources imputées au budget, et la vérification des calculs.**

➤ **Attribution du marché**

Le marché sera attribué au soumissionnaire le mieux disant (Meilleur rapport Qualité technique/Coût de l'offre).

Le moins-disant pour l'offre financière à 20 points

Formule :

- $NF_x = M_t OF \text{ moins-disante} / M_t OF_x * 20 \text{ points}$
- $NG_x = NT_x + NF_x$

Légende :

NF_x : Note Financière entreprise X

$M_t OF$: Montant Offre Financière

NT_x : Note technique entreprise X

NG_x : Note globale entreprise X

➤ **Paiement des prestations**

Les prestations seront payées suivant les modalités qui seront retenues d'accord parties et qui seront consignées au contrat. Le prestataire retenu sera soumis au régime des impôts et taxes sur revenus applicables à sa catégorie/Statut.

➤ **Soumission des offres**

Les soumissionnaires intéressé(e)s par la présente mission devront faire parvenir par courriel leur offre technique et financière à l'adresse électronique hbationo@snv.org **en gardant en copie syonli@snv.org au plus tard le 25 Aout 2023 à 16 heures** avec la mention en objet du mail « **Offre technique et financière pour le « RECRUTEMENT D'UN PRESTATAIRE D'ANALYSE DES CHAINES DE VALEURS DES FILIERES BETAIL/VIANDE ET LAIT»**